



PROJET GEPE - GENRE ET ÉCONOMIES PLURI'ELLES en cours depuis 2011

Né d'expériences communes précédentes entre différentes associations du bassin méditerranéen, le projet GEPE - Genre et Économies Pluri'Elles a démarré en février 2011 et mobilise 5 partenaires : le CIDDEF en Algérie (pilote du projet), l'AMSSF-MC au Maroc, l'UTSS en Tunisie, EACD en Egypte et BATIK International en France. Ce projet prend place sur 3 années, jusqu'en février 2014.

L'analyse faite par les partenaires dans chacun des territoires cités ci-dessus, montre que les clivages existants entre les hommes et les femmes dans les secteurs de l'économie, de la politique, de la santé et de l'éducation dans la Région Moyent-orient/Afrique du Nord sont les plus inégalitaires. Le dernier rapport du Global Gender Gap qui mesure ces clivages, classe en effet cette région au dernier rang sur les secteurs de la participation économique et politique et avant-dernière sur celui de l'accès à l'éducation.

Chacun des pays ciblés par le projet a pourtant ratifié la convention CEDAW des Nations Unies et a inclus dans les documents de stratégie de coopération avec l'Union européenne un volet d'action visant à favoriser l'égalité homme-femme. Cependant, les femmes continuent à souffrir de discrimination dans les domaines clés des droits civils et politiques, économiques et sociaux.

Les objectifs globaux visés par le projet GEPE sont :

→ Les inégalités économiques entre les hommes et les femmes sur les zones d'intervention sont réduites.

→ La représentation des femmes dans les processus de prise de décision au niveau économique est renforcée

→ Les acteurs publics et privés de la vie économique incluent la dimension 'genre' dans la définition de leurs stratégies d'intervention

→ Les femmes bénéficiaires du projet investissent le débat du renforcement de leurs besoins

Stratégiques : droits politiques, protection juridique

→ Le pouvoir d'expression et de décision des femmes au sein de leur famille et de leur communauté est accru.

→ Le suivi médical préventif et curatif des enfants des femmes bénéficiaires est amélioré.

→ Les enfants des femmes bénéficiaires sont scolarisés plus longtemps et leurs résultats scolaires sont améliorés.

Les impacts recherchés au travers de ce projet sont donc de 2 ordres:

→ un impact économique engendrant une amélioration durable du niveau de vie des femmes, de leurs enfants et de leur foyer d'une façon générale

→ un impact en termes d'empowerment pour les femmes bénéficiaires du projet : au travers de la

création d'une activité économique, l'objectif est de faire sortir ces femmes de la marginalité dans laquelle elles sont confinées et de leur donner « voix au chapitre » que ce soit dans l'enceinte familiale ou de leur communauté.

En Algérie, l'égalité des droits et des opportunités entre les sexes est admise par la Constitution et les lois fondamentales de l'État :

« Les citoyens sont égaux devant la loi sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale ». Divers programmes d'origine privée et publique tentent de promouvoir les droits des femmes et l'égalité homme-femme : le projet UN-INSTRAW/CAWTAR sur « le renforcement du leadership féminin de la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision en Algérie, au Maroc et en Tunisie », les observatoires de l'emploi des femmes dans les secteurs de l'énergie et des mines, les programmes nationaux d'accès à l'école pour les groupes défavorisés (et en particulier les filles) et de lutte contre l'analphabétisme féminin, les formations visant à encourager l'esprit d'entreprise chez les femmes et la promotion de la formation professionnelle pour les femmes.

Pourtant les recherches soulignent que les femmes travailleuses sont limitées dans leur participation à la vie économique et sociale par les tâches domestiques, l'absence de crèches et de garderie, le manque de transport, etc. Liée aux mentalités dominantes qui définissent au préalable les rôles sociaux des hommes et des femmes, la discrimination au travail exclut les femmes de la promotion professionnelle dans le milieu de l'entreprise (seulement 33% des cadres sont des femmes). Les filles sont de plus en plus performantes à l'école sans que cela ne se traduise concrètement dans les sphères d'activité professionnelle et de décision.

Groupes cibles :

- Les femmes micro-entrepreneuses en activité en zone rurale et urbaine : 748
- Les femmes potentiellement micro-entrepreneuses et/ou à la recherche d'un emploi en zone rurale et urbaine : 980
- Les personnels d'organisations publiques et privées du secteur de l'emploi, la formation et la création d'activité (directions régionales, agences pour l'emploi, banques, instituts de micro-finance, centres de formation professionnelles, chambres consulaires professionnelles, syndicats, etc.) : 6825

Bénéficiaires :

(a) L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES FEMMES BÉNÉFICIAIRES

Le projet GEPE va permettre aux femmes de jouer un rôle plus important dans les dépenses de la famille et dans la contribution au budget du foyer grâce à l'augmentation de leurs revenus liés à leurs accès à l'emploi ou à une activité génératrice de revenus.

Le projet va mettre en oeuvre une approche locale des problématiques économiques impliquant la participation des groupes cibles et permettre de :

→ Favoriser l'expression des groupes cibles au niveau de

l'identification de leurs problèmes et de la définition de leurs besoins et priorités,

→ Inciter les groupes cibles à prendre des décisions et des initiatives par et pour eux-mêmes,

→ Maximiser les ressources locales,

→ Favoriser l'appropriation du projet et de ses principes par les groupes cibles.

Les femmes bénéficiaires vont ainsi acquérir de nouvelles capacités qui leur permettront de développer leurs aptitudes à exercer des fonctions, résoudre des problèmes, fixer et atteindre des objectifs, ainsi qu'à comprendre et répondre à leurs besoins dans un large contexte et de manière durable : évolution dans l'emploi, création et/ou développement de leur activité économique.

Le projet GEPE va encourager une évolution des femmes au niveau de leur personnalité, de l'affirmation de leur rôle et de leurs droits, de leur autonomie et de leur confiance en soi (achèvement d'un projet personnel, considération du mari, des enfants et de la famille élargie...).

Les femmes ont davantage tendance à utiliser leurs revenus pour améliorer les conditions de vie de leur foyer : logement, énergie domestique, hygiène, nutrition, santé, scolarisation des enfants, etc. Par conséquent, l'augmentation de leurs revenus va favoriser l'amélioration de leurs conditions de vie.

Enfin, le projet va encourager les femmes à devenir actrices de leur insertion dans le monde économique au travers du renforcement de leur participation aux processus de prise de décision ciblés : syndicats, délégations régionales ou nationales de pouvoirs publics du secteur, centres de formation, etc.

(b) ACTIONS DE SENSIBILISATION DES ACTEURS ECONOMIQUES

Les actions de sensibilisation et de formation en direction des per-

sonnels d'organisations publiques vont permettre d'impulser la prise en compte du genre dans la définition des politiques publiques de l'emploi et du développement économique. En ciblant les niveaux décisionnels, Ministère de l'emploi et ses représentations, et le niveau opérationnel, agence de d'emploi ou de la promotion de l'entrepreneuriat, c'est un dispositif intégré de promotion du genre que le projet GEPE va initier.

Ce dispositif intégré est complété par une action en direction des acteurs privés du secteur de l'emploi, de la formation et la création d'activité (instituts de micro-finance, centres de formation professionnelles, chambres consulaires professionnelles, syndicats, banques privées) qui maximisera l'atteinte des objectifs en matière d'égalité homme-femme.

La dimension transnationale du projet GEPE va permettre d'enrichir ce dispositif des expériences réussies capitalisées par les partenaires.

Capacity building : intégrer l'approche genre dans l'organisation et dans l'élaboration de projets et développer des outils de sensibilisation et de formation à l'approche genre et développement.

Bénéficiaires : Les salariés et/ou bénévoles des organisations partenaires (AMSSF-MC, CIDEFF, EACD, UTSS-CAD) et tout autre acteur salarié ou bénévole d'ONG mettant en oeuvre des actions d'empowerment et de promotion de l'égalité hommes-femmes dans les pays partenaires.

Objectif : Renforcer les compétences et les connaissances du personnel des organisations participantes pour une meilleure promotion et prise en compte du genre dans les projets, dans le but d'optimiser la qualité de la gestion des organisations et des services proposés aux bénéficiaires finaux.

Appuyer à la conception des outils de sensibilisation et de formation à la lutte contre les inégalités économiques entre les femmes et les hommes.

2. ETUDE SUR LES SECTEURS D'EMPLOI ET DE CREATION D'ACTIVITE PORTEURS MAL INVESTIS PAR LES FEMMES

Objectif : Identifier les secteurs d'emploi et d'activité porteurs dans les zones d'intervention des organisations partenaires afin d'orienter les femmes vers ces secteurs dans le but, in fine, de renforcer leur indépendance économique par l'accès à l'emploi ou la maximisation de la rentabilité des micro-entreprises concernées.

Déroulement de l'activité :

Les études débuteront par l'approfondissement de l'identification des principales inégalités entre les hommes et les femmes dans le travail et l'emploi selon les dimensions suivantes :

- L'école et l'orientation
- L'accès à l'emploi
- Les situations de travail (accès à la formation, à l'évolution professionnelle, l'articulation des temps, etc.)
- la vie sociale, syndicale et politique

L'identification des secteurs porteurs accordera une attention particulière aux métiers « masculinisés » pour lesquels une pénurie de main d'oeuvre justifierait d'encourager les femmes à s'engager dans ce secteur.

État des lieux des études existantes en lien avec les structures concernées (État, universités, services pour l'emploi, secteur privé, etc.) 11

Identification d'une méthodologie d'étude sectorielle commune et adaptée aux contextes locaux

Réalisation des études

Identification des secteurs porteurs par pays

Élaboration de manuels de procédures communs: il s'agit d'outiller le personnel (essentiellement les agents de terrain) des organisations partenaires d'outils méthodologiques d'intervention auprès des femmes porteurs de projet dans le domaine de l'emploi de création d'activités génératrices de revenu.

3. MISE EN PLACE ET RENFORCEMENT DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES A L'ACCÈS A L'EMPLOI OU A LA CRÉATION ET LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE REVENUS

3.1 Sensibilisation aux secteurs porteurs

Bénéficiaires : Les femmes à la recherche d'un emploi / femmes micro-entrepreneuses

Objectif : Encourager les femmes à s'insérer sur des secteurs d'emploi et de création d'activité porteurs, en particulier les secteurs « masculinisés » identifiés au cours de l'étude

Déroulement de l'activité :

Organisation de sessions d'information sur les résultats de l'étude sectorielle

Développement et diffusion d'outils de communication sur les secteurs porteurs à partir de l'étude réalisée.

Liens avec les autres activités :

Cette activité vient s'intercaler entre deux temps forts des activités du projet :

- ➔ - elle va permettre la diffusion des résultats de l'étude auprès des bénéficiaires.
- ➔ elle va encourager les femmes sensibilisées à s'inscrire dans les parcours de formation proposés par les partenaires.

Parties prenantes :

Chaque partenaire conçoit et produit ses supports de diffusion et organise les sessions d'information.

3.2 Formation professionnelle technique

Bénéficiaires : Les femmes à la recherche d'un emploi / femmes micro-entrepreneuses.

Objectif : Faciliter l'insertion sur le marché de l'emploi par l'acquisition de compétences techniques nécessaires.

Optimiser le fonctionnement et/ou le développement des micro-entreprises grâce à l'acquisition par

les micro-entrepreneuses de nouvelles compétences et connaissances

Déroulement de l'activité :

En fonction des secteurs porteurs identifiés au cours de l'étude et des compétences des bénéficiaires sélectionnées, des modules de formation seront mis en place (certains obligatoires et d'autres optionnels) :

- ➔ Alphabétisation / numération
- ➔ Modules de formation professionnelle (apprentissage de techniques / savoir-faire professionnels)
- ➔ Ateliers de préparation aux entretiens d'embauche
- ➔ Communication et nouvelles technologies
- ➔ Expression et estime de soi etc.

Les sessions de formation pour les femmes sont mises en place par les organisations partenaires selon le besoin de leur public :

- ⇒ Recueil et analyse des besoins de formation des femmes bénéficiaires
- ⇒ Définition des contenus de formation en fonction des besoins recensés
- ⇒ Recrutement des stagiaires
- ⇒ Préparation des séminaires de formation (formalisation des contenus de formation et des stratégies pédagogiques, création des supports de formation et organisation pratique)

⇒ Mise en oeuvre des sessions formation : chaque organisme veille à proposer un planning de formation adapté aux disponibilités des micro-entrepreneuses

⇒ Evaluation : mesure des effets des formations sur l'activité des micro-entrepreneuses

3.3 Formation à la gestion de la micro-entreprise

Bénéficiaires : Les femmes micro-entrepreneuses et micro-entrepreneuses potentielles

Objectif : Optimiser le fonctionnement et/ou le développement des micro-entreprises grâce à

l'acquisition par les micro-entrepreneuses de nouvelles compétences en gestion

Déroulement de l'activité :

→ En fonction des compétences des bénéficiaires sélectionnées, des modules de formation seront mis en place (certains obligatoires et d'autres optionnels) :

→ Formalités administratives, juridiques et bancaires

→ Formation en gestion/comptabilité

→ Notions de qualité, design

→ Marketing / commercialisation

→ Construction d'un plan d'affaires

→ Multimédia/utilisation des NTIC

Communication / expression / techniques de vente / négociation

Les sessions de formation pour les femmes sont mises en place par les organisations partenaires selon le besoin de leur public :

➤ Recueil et analyse des besoins de formation des femmes bénéficiaires

➤ Définition des contenus de formation en fonction des besoins recensés

➤ Recrutement des stagiaires

➤ Préparation des séminaires de formation (formalisation des contenus de formation et des stratégies

➤ Pédagogiques, création des supports de formation et organisation pratique)

➤ Mise en oeuvre des sessions formation : chaque organisme veille à proposer un planning de formation adapté aux disponibilités des micro-entrepreneuses

➤ Evaluation : mesure des effets des formations sur l'activité des micro-entrepreneuses

Ces modules de formation seront organisés de telle sorte qu'ils prennent en compte les contraintes propres aux bénéficiaires (voir ci-dessus).

3.4 Accompagnement dans la recherche d'emploi et de micro-crédit

Bénéficiaires : Femmes à la recherche d'un emploi ou d'une activité

Objectif : Favoriser l'insertion des femmes sur le marché du travail et dans la création d'activité génératrice de revenus

Déroulement de l'activité :

Force est de constater que si le face-à-face pédagogique (formation en groupe) a le meilleur rapport coût/efficacité, il a aussi ses limites. Il se heurte assez souvent à la difficulté suivante : les stagiaires ont appris quelque chose en formation mais ne l'appliquent pas en situation. Le suivi-conseil individuel prend alors toute sa force : c'est au travers de la relation que le conseiller arrivera à nouer avec la bénéficiaire que certains messages passeront/seront entendus et que certains apprentissages seront effectivement transférés en situation de recherche d'emploi et de développement d'une AGR.

Cet accompagnement a aussi un effet sur la motivation de la bénéficiaire : en se sentant soutenue et accompagnée, la bénéficiaire surmontera plus facilement les difficultés inhérentes à son évolution

professionnelle ou se sentira plus forte pour franchir les différentes étapes de développement de son activité (si cette activité se développe vite et bien et appelle une prise de risque supplémentaire, par exemple).

Ce suivi-conseil prendra la forme d'entretiens individuels dans les locaux de l'organisation partenaire. Pour les femmes qui développent une activité génératrice de revenus, le suivi pourra comprendre des visites sur site : fréquentes la première année, plus espacées ensuite. Le conseiller disposera notamment d'outils lui permettant de faire régulièrement un audit de l'activité afin de déceler des dysfonctionnements à traiter précocement.

4. SENSIBILISATION ET FORMATION GENRE ET ECONOMIE POUR LES ACTEURS DU MONDE ECONOMIQUE

Bénéficiaires : Acteurs publics et privés du monde économique

Objectif : Favoriser l'approche intégrée de genre et permettre son développement en tant qu'outil de planification stratégique pour les autorités locales et les prescripteurs dans les domaines de l'emploi, la formation, l'accès au crédit et le dialogue social

Déroulement de l'activité :

Selon les freins identifiés dans le cadre de l'étude, chaque partenaire définira la stratégie de sensibilisation des acteurs la mieux adaptée :

- Réunion d'information

- Formation

- Édition et distribution de brochure et guides

- Entretiens individuels avec les décideurs etc.

Les acteurs ciblés seront : les agences pour l'emploi, les syndicats professionnels et chambres consulaires professionnels, les Directions régionales et/ou nationales des ministères du travail, les instituts de microfinance et banques privées, les centres de formation professionnelle, etc.

Chaque partenaire concevra et éditera des supports pour les actions de sensibilisation :

- Brochures

- Manuels de formation

- CD-Rom interactifs de sensibilisation

- Guide bilingue sur les bonnes pratiques en matière de genre dans le développement économique édité par le CIDEFF

- Revue : chaque année, le CIDEFF éditera une revue dont le titre est Pluri'Elles afin de promouvoir le projet GEPE qui sera notamment utilisée pour démarcher les acteurs ciblés par la sensibilisation. La revue veillera à mettre en avant les activités du projet mais aussi les bonnes pratiques exemplaires valorisant l'approche genre dans le développement économique ■